

PANNE NATIONALE DE SAPHIR :



La DGAP pêche encore par impréparation et amateurisme

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 23 septembre 2026

Le 22 septembre, une nouvelle version de SAPHIR, l'appliquatif informatique utilisé par l'administration pénitentiaire pour piloter et gérer la surveillance électronique, a été mise en service. Cette nouvelle version devait notamment permettre la gestion du « multi-mesure » et « mesure en continuité ». Jusqu'à présent, lorsqu'une personne placée sous surveillance électronique enchaînait deux mesures différentes, il était nécessaire de changer le matériel. Désormais, le matériel est rattaché à la personne, ce qui doit permettre de simplifier la continuité de la prise en charge lors d'un changement de mesure.

Une mesure utile de toute évidence. Mais la mise en service de cette nouvelle version ne s'est pas déroulée comme prévu.

SAPHIR a été indisponible au niveau national de 02h00 à 18h30, avec des conséquences importantes pour les PCSE et les SPIP de France. Pendant cette panne, de nombreuses opérations n'ont pas pu être réalisées : modifications d'horaires, saisies, traitement des jugements, remontées et transmission des alarmes ... Et une fois l'application rétablie, le travail ne s'arrête pas pour autant.

Les collègues ont dû reprendre les opérations qui n'ont pas pu être effectuées pendant la panne, traiter les alarmes générées par les données qui n'ont pas pu être saisies et, pour les SPIP, reprogrammer les visites ou interventions qui n'ont pas pu avoir lieu. **Les agents des PCSE et des SPIP ne sont en rien responsables de cette situation. Ils vont pourtant être les premiers à en payer les pots cassés !**

L'UFAP UNSa Justice apporte donc son soutien aux collègues qui vont devoir gérer cette reprise d'activité et appelle l'encadrement à faire preuve de discernement. Il est honteux que les personnels soient contraints de subir une pression supplémentaire pour rattraper, dans l'urgence, les conséquences d'une panne qu'ils n'ont pas provoquée.

L'UFAP UNSa Justice demande à la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire de faire toute la lumière sur les circonstances de cet incident et sur les difficultés rencontrées lors de la mise en service de cette nouvelle version. **Cette mise à jour était prévue, l'interruption était donc anticipable. La journée de mardi aurait dû, a minima, être une journée blanche où aucune pose n'était programmée !** L'UFAP UNSa Justice exige que la DGAP tire - enfin - les enseignements des trop nombreux dysfonctionnements de ses systèmes informatiques.

Dans l'immédiat, l'UFAP UNSa Justice se tient aux côtés des personnels des PCSE et des SPIP.

Le secrétaire national, Simon-Pierre LAGOUCHE

